

Date de dépôt: 4 octobre 2001

Messagerie

**Rapport du Conseil d'Etat
au Grand Conseil sur le suivi donné aux rapports de la
Commission externe d'évaluation des politiques publiques
(CEPP)**

Mesdames et
Messieurs les députés,

L'article 29, alinéa 5 de la loi sur la surveillance administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995 (D 1 10) demande à notre Conseil de renseigner le Grand Conseil sur les mesures prises pour faire suite aux rapports de la CEPP. Vous trouverez donc ci-joint et de manière détaillée le suivi qui a été donné à chaque recommandation contenue dans les neuf premiers rapports de cette commission.

Vous constaterez que dans leur ensemble, les recommandations de la CEPP ont été très bien suivies même si leur degré de réalisation est variable. Rares sont les recommandations qui n'ont pas été prises en considération.

Dans de nombreux cas, les recommandations déploient déjà leurs effets sur le terrain. Ainsi plus de 90 % des recommandations du rapport sur la formation des personnes actives non qualifiées ont été suivies et la plupart sont opérationnelles à l'heure actuelle. Le nombre de personnes qui effectuent un CFC en vertu de l'article 41 de la loi fédérale sur la formation professionnelle a plus que doublé.

Notons que lorsque les recommandations font appel à une réorientation générale de la politique, il est difficile d'apprécier leur suivi une année seulement après la remise du rapport, ce qui est le cas du rapport sur les subventions aux écoles de musique.

A l'évidence, ce rapport montre l'importance de l'évaluation pour la conception et la conduite de l'action publique.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

Le chancelier :
Robert Hensler

Le président :
Carlo Lamprecht

Annexes : Fiches présentant le suivi donné aux recommandations pour les rapports suivants :

Politique sociale du logement, janvier 1997

Politique de formation des personnes actives non qualifiées, mai 1997

L'Etat et ses contribuables, septembre 1997

Chômeurs en fin de droit, septembre 1998

Politique cantonale en matière de déductions fiscales, décembre 1998

Politique énergétique des Services industriels, mars 1999

Politique cantonale d'éducation musicale, décembre 1999

Subsides en matière d'assurance-maladie, février 2000

Vitesse commerciale des TPG, octobre 2000